

Heureusement qu'il y a les grands froids pour réveiller nos consciences !

Lorsque nous avons créé le Samu Social en novembre 1993 avec le Dr Xavier Emmanuelli, notre objectif était d'aller au-devant de « ceux qui ne demandaient plus rien » pour créer du lien avec eux et les mettre à l'abri. Des équipes mobiles avec infirmiers et travailleurs sociaux se sont déployées dans les rues et ont découvert des clochards « invisibles » recroquevillés hors du temps dans les recoins de nos villes ou sous les terre-pleins du périphérique pour échapper aux regards et surtout aux bus de la BAPSA¹ qui les emmenaient d'autorité au CHAPSA² de Nanterre et les redéposaient le lendemain matin, après douche et dépouillage obligatoire, sur leur territoire parisien. Pour ceux-là on a vite compris qu'une véritable réinsertion prendrait du temps, celui de la mise en confiance, de nombreux allers et retours entre les centres d'hébergement d'urgence et leur coin de rue où ils ont malgré tout créé un réseau de liens de voisinage fait de sourires et d'aides diverses ... Je pense entre autres à Armand, ancien de la légion, qui a résisté pendant plusieurs années, éructant des injures à la tête des infirmières qui refaisaient avec une patience sans cesse renouvelée ses pansements : au bout de 12 ans, après des dizaines d'allers et retours entre la rue et les lits infirmiers, il a enfin intégré une maison de retraite ... Le temps de la réinsertion d'un adulte qui a perdu ses liens et repères sociaux ne peut se mesurer : il faut accepter le cheminement de ces êtres humains sans doute trop blessés par la vie et les accompagner à leur rythme tout au long de l'année. C'est le rôle des équipes mobiles qui doivent faire ce travail tout au long de l'année en direction des « naufragés »³ qui sont sous les projecteurs de l'actualité lorsqu'il fait froid.

Mais cette mission de rue et la création du 115⁴ ont aussi fait émerger tous les autres : les exclus de la psychiatrie pour lesquels il a fallu créer des équipes psychosociales parce-que les services hospitaliers ne voulaient pas les prendre en charge hors urgence « s'ils n'avaient pas de demande explicite de soins » et qui ont finalement peu d'horizon à part l'errance dans la rue ... Puis sont apparus des jeunes en « galère », de plus en plus nombreux, en rupture de liens familiaux suite à des enfances morcelées par des placements successifs, errant dans les rues avec leurs copains de hasard, leur bière et parfois leurs chiens en forme de « doudou ». Ils circulent entre les centres d'hébergement d'urgence, les lieux d'accueils de jour et les villes de festivals ... Difficile de les prendre en charge : ils n'ont pas de projets, pas de confiance en leur devenir : ils sont le miroir de nos échecs sociétaux ...

Pendant ce temps, sont arrivés les étrangers venus d'Afrique, des pays de l'Est, fuyant la misère, les conflits armés, les révolutions politiques ... face à eux, des herses ont été dressées mais ils se sont faufilés dans les interstices de nos villes, vivant de petits boulots et utilisant le dispositif d'hébergement d'urgence qui reste inconditionnel même pour ceux qui sont en situation irrégulière. Parmi eux des femmes et des enfants, demandant le statut de réfugiés politiques, l'obtenant peu souvent, mais mis à l'abri par les services de l'Etat dans un dispositif hôtelier hétéroclite qui a le grand mérite d'exister mais qui laisse des milliers d'enfants dans une vie quasi clandestine avec la peur permanente du changement d'hôtel, d'école voire de la reconduite à la frontière avec leurs parents. Ils incarnent la question politique du déséquilibre d'un monde partagé entre quelques pays

¹ BAPSA = brigade pour les sans abris

² CHAPSA = centre d'hébergement pour les sans abris

³ Selon le livre de Patrick Declerck

⁴ 115 = numéro d'urgence pour les sans abris

riches placés sous le regard de tant de populations pauvres qui rêvent pour leurs enfants d'un autre destin.

Et puis, depuis peu, des travailleurs pauvres issus de notre propre pays sont venus gonflés les bataillons de ces relégués de la rue. Il s'agit d'hommes et de femmes qui travaillent sans pouvoir trouver un logement pérenne et qui dorment chez des amis, dans leur voiture et puis au bout du rouleau dans un centre d'hébergement d'urgence pour un soir ou plusieurs.

Devant tous ces gens que je croise à terre dans les rues de nos villes je m'interroge. J'ai été de ceux qui se sont engagés avec force et avec foi dans cette lutte contre l'exclusion qui a mobilisé beaucoup d'énergie, de budgets et finalement de volonté politique de tous bords ... Je mesure le chemin qui a été accompli depuis 1993. Mis à part le débat récurrent « faut-il les mettre à l'abri de force ? » entre des politiques culpabilisés par ces morts insupportables et les associations présentes sur le terrain depuis tant d'années, les pouvoirs publics trouvent les moyens de réagir en période de crise : le plan Grand froid fonctionne plutôt bien, les Samu Sociaux renforcent leurs équipes mobiles, les préfets et les maires ouvrent des places d'hébergement urgence dans des locaux momentanément vides ou des gymnases, la ministre énonce le milliard et quelques millions d'euros consacré à l'urgence sociale. Tout cela atténue le choc des informations quotidiennes qui égrènent le nombre de décès de la nuit.

Et pourtant reste toujours la question des débuts du Samu Social « pourquoi certains ne veulent-ils pas de cette aide ? ». La réponse reste la même, les associations qui sont au quotidien sur le terrain ne cessent de la marteler : parce-qu'on ne leur propose que des dispositifs de mise à l'abri précaires qui nous donnent bonne conscience ... parce-que la survie n'est pas la vie !

Mais puisque le froid taraude nos consciences, il faut peut-être aller plus loin dans le raisonnement et se dire qu'avant la rue tous ceux que l'on appelle SDF avaient bien un logement, une famille, des amis, des voisins, un travail ? Pour le logement il y a bien la loi DALO votée récemment mais qui ne donnera un véritable droit au logement opposable que si des logements très sociaux sont construits rapidement et en nombre suffisant. Pour le travail il y a l'espoir du RSA qui empêchera le glissement d'une partie de ceux qui n'ont pas assez de qualifications pour répondre aux exigences du monde du travail mais à condition que la crise économique ne réduise pas tous les espoirs de création d'emplois. Mais pour la famille, les amis, les voisins comment va-t-on faire pour maintenir tous ces liens sociaux qui donnent du sens à la vie quand les bases économiques s'effondrent ? L'Etat ne sait pas faire, la responsabilité est donc du côté de chaque citoyen. Mais est-ce la solitude de nos grandes villes, nos familles en permanente recomposition, la peur de l'autre qui plane dans l'air, qui font que les gens ne se sourient plus et se disent à peine bonjour dans leur immeuble comme si l'autre était presque invisible puis surfent avec frénésie sur internet pour créer du lien virtuel ? Sans doute que la résistance des gens de la rue est là pour nous rappeler qu'il suffit de le décider pour changer nos comportements : dépêchons nous d'y penser car dès qu'il va se remettre à faire doux on va tous les oublier !

Dominique Versini

Défenseure des enfants

Ancienne Secrétaire d'Etat chargée de la lutte contre la précarité et l'exclusion